

LA DÉMOCRATIE MALADE?

Le 12 septembre, c'est jour d'élection provinciale. À chaque période électorale, plusieurs personnes se questionnent sur la pertinence de voter ou de s'impliquer dans le débat politique qui a court, alors que d'autres ne se posent même plus la question. La désillusion est grande et la confiance qu'ont les citoyens et les citoyennes dans les institutions politiques s'amenuise d'année en année. Doit-on y voir des symptômes d'une démocratie atteinte d'une obscure maladie?

Depuis notre plus tendre enfance, on nous vante les mérites de notre système politique comme étant l'un des grands modèles démocratiques dans le monde. Bien sûr, on peut reconnaître qu'il existe au Québec une vie démocratique qui, soulignons-le, a été gagnée grâce à de longues luttes populaires.

Mais rien ne sert de s'enfouir la tête dans le sable et de se conter des histoires: notre démocratie est en crise.

Il semble en effet que l'on ait enfermé les fondements de notre système démocratique dans un coffre bien gardé. La délégation de pouvoir que fait le peuple à ses élu-e-s (parce que c'est bien ce dont il s'agit dans un système de démocratie représentative comme le nôtre) semble s'être transformé en un don pur et simple de sa souveraineté.

Ceci a pour effets que la population n'a plus le sentiment que ses élu-e-s lui sont redevables alors que ces élu-e-s sont convaincu-e-s de leur « toute-puissance » pendant leur mandat. Notre démocratie ressemble finalement plus à un régime politique dans lequel la souveraineté appartient totalement à un petit groupe de personnes privilégiées (ce qu'on appelle une oligarchie) que le peuple peut remplacer à toutes les élections.

Face à un tel constat, plusieurs personnes ont tendance à se désintéresser de la chose politique car la tâche pour changer la situation semble colossale. Pourtant, quelques simples réformes pourraient nous permettre, non pas de changer radicalement le système politique actuel, mais bien d'engager un processus qui permettrait, à plus ou moins long terme, de cons-

truire des changements en profondeur. En voici quelques exemples.

Des élu-e-s qui rendent des comptes

Le seul espace démocratique existant à l'heure actuelle pour le peuple semble se limiter à élire ses député-e-s. Ce système est basé sur une relation de confiance se résumant à signer un chèque en blanc pour 4 ou 5 ans et à se croiser les doigts... Il n'est donc pas étonnant de voir de plus en plus de gens se détourner de la politique, ces personnes ayant l'impression d'avoir été bernées à plus d'une reprise et ayant le sentiment de ne disposer d'aucun véritable pouvoir, en cours de mandat, pour exprimer leur opinion face aux décisions prises par leurs élu-e-s.

Il faut donc délaissier ce système basé sur la confiance aveugle pour mettre en place des mécanismes obligeant les député-e-s à rendre des comptes régulièrement et donnant à la population des pouvoirs.

On pourrait prévoir, par exemple, des référendums d'initiative populaire lorsqu'un nombre de personnes significatif le demande, une procédure de révocation par la population d'un-e député-e en cas de non-respect de ses engagements électoraux, l'établissement de rencontres régulières obligatoires durant lesquelles des élu-e-s rendent des comptes à leurs électeurs et électrices, etc..

La réforme du système parlementaire

Notre système parlementaire de type britannique fonctionne à majorité simple.

Bien que ce régime offre des avantages de stabilité, il a de nombreux effets pervers. Deux de ces effets sont dignes de mention. D'abord, il exclut les points de vue minoritaires des structures démocratiques. Ensuite, il décourage les gens à former des organisations politiques qui seraient plus près de leurs intérêts et de leurs préoccupations puisque les chances d'obtenir des sièges au parlement sont, à toute fin pratique, inexistantes.

Bien qu'il ne soit pas parfait, un régime prévoyant une certaine représentation proportionnelle au vote exprimé constituerait une nette amélioration sur le régime actuel. Il permettrait la création des nouvelles organisations politiques mettant de l'avant des points de vue populaires et favoriserait l'expression de points de vue minoritaires dans nos structures politiques.

Quelle est l'alternative?

Il n'existe malheureusement pas actuellement de grande organisation politique crédible au Québec qui cherche à modifier en profondeur ce régime « démocratique ». Les grands partis politiques profitent trop du régime actuel pour vouloir le changer. La meilleure illustration de ce phénomène vient du Parti québécois.

Victime d'une sous-représentation importante à l'Assemblée nationale par rapport au vote qu'il avait obtenu aux élections de 1970 et de 1973, le PQ s'engageait en 1976 à réformer le système électoral afin d'y inclure la représentation proportionnelle. Après son élection de 1976, on fit quelques études sur la question, études qui sont restées sur les tablettes.

Sommaire

- ACEF et organismes coupés	p.3
- Élections provinciales	p.4 et 5
- Guerre froide et risques nucléaires	p.6
- International: Rwanda	p.7
- Galerie Horace: 2 expositions	p.8

Pourquoi réformer un système qui venait de donner le pouvoir au parti avec moins de 50% des votes exprimés?

Malgré les beaux discours, ces gens qui profitent du système restent immobiles. Pourtant, cette inertie au niveau politique n'est certes pas causée par un manque d'imagination au sein des classes populaires et ouvrières, ni parce que la population est satisfaite des ses dirigeants. Les taux de satisfactions face aux politiques de nos gouvernements n'ont jamais été aussi bas, tout comme la confiance qu'ont les gens envers leurs politiciens et politiciennes.

Bien que peu publicisées par les médias, cette insatisfaction a donné lieu récemment à plusieurs démarches créatrices visant à bâtir un projet de société plus juste et plus démocratique, entreprises qui démontrent qu'il existe une volonté de changement importante au sein de la population. Trois exemples parmi tant d'autres méritent d'être soulignés: plus de 450 groupes populaires regroupés autour du *Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec* se sont donnés l'an dernier un cadre de référence pour un projet de société privilégiant la justice sociale; près de 1000 personnes provenant des milieux populaires, syndicaux, féministes et religieux se sont réunies en mars dernier au *Forum de la solidarité sociale* et ont adopté une déclaration pour

la construction d'un Québec solidaire; plus de 250 personnes des milieux populaires, syndicaux, féministes et religieux se réuniront à la fin du mois pour adopter une charte d'un Québec populaire, terminant une démarche de plus de 3 ans de consultations à travers le Québec initié par la coalition *Solidarité populaire Québec*.

Ces démarches, comme plusieurs autres, s'attardent longuement à repenser la démocratie québécoise. De plus, elles dénotent le ras-le-bol général face au système politique, économique et social actuel, tout comme elles témoignent de l'existence de solutions pour le remplacer. Finalement, elles démontrent surtout qu'il y a des gens provenant des classes populaires et ouvrières qui sont prêts à y travailler. Tout ce qui manque, c'est que ces gens se concertent entre eux, bâtissent un projet commun et une organisation politique solide afin d'appliquer concrètement ces solutions.

Alors oui, la démocratie est malade mais il y a plusieurs solutions pour la tirer du lit. Malgré l'importance de la tâche (on ne doit pas se le cacher), il faut que chacun et chacune mettent l'épaule à la roue, car baisser les bras ne sera jamais une véritable solution. Et comme le souligne bien l'adage suivant: si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupera de toi...

Roch Lafrance

Éditorial

Élections provinciales: JEUX ET ENJEUX

La présente campagne électorale met aux prises quelques formations politiques dont les deux principales demeurent le P.Q. et le P.L.Q.

Plusieurs d'entre nous voient ces élections comme un jeu où les citoyens et les citoyennes demeurent marginalisé-e-s dans tous ces débats. D'autres, par désillusion ou par dépit, n'y voient qu'une partie de ping-pong idéologique (bref, du bla-bla) principalement entre deux soi-disant adversaires. D'autres encore accorderont leur vote à l'un ou l'autre des deux grands partis par conviction ou par manque d'alternatives crédibles proches de leurs valeurs et aspirations et ce, tant à droite qu'à gauche. D'autres...

Mais bien peu de gens ciblent le système économique dans lequel nous vivons (le capitalisme, pour être clair) comme une des causes fondamentales de la détérioration de nos conditions de vie en général ; augmentation dramatique de la pauvreté, haut taux de chômage chronique, marginalisation de plus en plus de gens, érosion de nos programmes sociaux, etc. Y a-t-il, à votre connaissance, plusieurs candidats ou candidates qui questionnent le système dans lequel nous vivons (ou survivons) et son fameux sacro-saint libre marché?

Si le marasme social et économique actuel était causé principalement par le chef du parti au pouvoir, nous n'aurions qu'à choisir un autre chef à ce parti. Si ce marasme était causé par le parti au pouvoir, nous n'aurions qu'à changer ce parti et en mettre un autre pour nous gouverner. Si tous nos malheurs venaient du carcan fédéral, alors donnons-nous un pays au plus sacrant et ce, sans égard au parti politique qui nous propose cette option.

Mais voilà, pour nous, tout en ne rejetant pas l'idée de se donner un pays comme nation québécoise, la source principale (et non exclusive) de nos problèmes socio-économiques proviennent de ce système économique basé sur l'appât du gain à tout prix et ce, au détriment des conditions de vie et de travail de la majorité d'entre nous. En conséquence, nous croyons fermement à la nécessité de se doter d'analyses et de perspectives politiques remettant en question ce système-là. Évidemment, cette façon de voir et d'analyser la société n'est pas (ou plus) à la mode. D'ailleurs, très peu de candidats ou de candidates osent aborder cette question. Puis après, cela est d'autant plus important que nous fassions entendre "un autre point de vue".

Et comme dirait l'autre: "On peut tromper tout le monde un certain temps. On peut tromper certaines personnes tout le temps. Mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps".

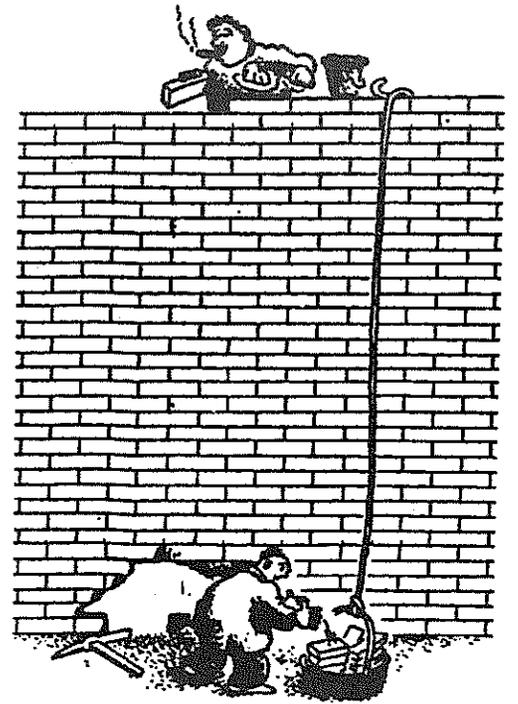
La rédaction

Illusion de bâtir une société

en brisant ses fondations:

belles perspectives que nous offre

la présente campagne électorale...



LE RIDICULE NE TUE PAS...

Mais si le ridicule ne tue pas, que dire de l'allure de la campagne électorale provinciale dans le comté de Sherbrooke. Déjà, deux grosses bévues ont été faites par les candidats et candidates des principaux partis politiques présents à Sherbrooke. Je pense à la boutade déplacée du candidat libéral, monsieur Lapointe, à propos des hommes et des femmes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale. Ben oui monsieur Lapointe, j'ai personnellement passé près de 2 ans sur le B.S., pis j'aimais ben ça! Je n'ai jamais rien vu de plus plaisant que d'être sur le B.S. Je recevais des sommes faramineuses du gouvernement du Québec et je me la coulait douce en étant sur le B.S.! Ben voyons donc! Où était-il, ces huit dernières années,

lui-là? Qu'a-t-il fait pour empêcher les fermetures d'usines? S'est-il rendu compte que le tissu social se dégradait à vue d'oeil? Pis merde, qu'est-ce qu'il fait comme candidat aux élections? Point final!

Par contre, la candidate péquiste, madame Marie Mallavoy, nous parlait avec un discours articulé, proche des préoccupations des gens. Mais voilà qu'elle décide de serrer la main à toutes les personnes aptes à voter qui habitent le comté. C'est quoi cette affaire-là? Jean Charest est le maître incontesté du serrage de main, de l'épluchette de blé d'inde et du terrain de camping! Marie, s'il-te-plait, n'essaie pas de l'accoter là-dessus, c'est lui le meilleur des pires! Qu'est-ce que tu penses récolter dans cette manière hau-

tement duplessiste à faire une campagne électorale? Est-ce la façon que tes organisateurs ont trouvée pour ne pas parler en priorité des enjeux politiques et économiques de la région? J'espère que non. Est-ce là une toute nouvelle façon de te faire des amis?

Si les élections provinciales de cette année sont pour vous un casse-tête indéchiffrable, ne vous empêchez pas de vous présenter tout de même au bureau du scrutin. Allez à l'isoloir et exercez votre droit de vote. Mais surtout, espérez qu'un beau jour, un candidat ou une candidate réponde avec emphase aux vulnérables aspirations des gens du comté. D'ici ce temps-là, le ridicule ne tue pas...

Pierre Granger
Ancien Sherbrookoise

Journal communautaire

journal bimestriel



187 Laurier
local 317 (3^e étage), J1H 4Z4
Tél.: 821-2270



Équipe de rédaction

Maryse Dumont
Normand Gilbert

Collaborateurs-trices

Yves Couturier
Jacques Demers
Pierre Granger
Michel Kiki
Rosaire Labonté
Roch Lafrance
Roland Salois

Éditeur : La Voix Ferée

Impression : The Record

Mise en page : Maryse Dumont

Normand Gilbert

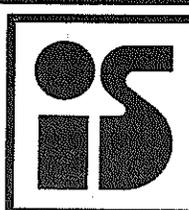
Distribution : Distribution
publicitaires Estrie

Poste Publication: Enrg.# 7082

Dépôt légal, troisième trimestre 1994

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité
par les Queen et St-joseph (ouest),
Le Phare (sud) et la rivière St-françois (est)



imprimerie sherbrooke inc.

642, rue Galt Ouest, Sherbrooke, QC J1H 1Y9

Tél.: 819-562-8472 • Fax: 819-822-2824

- Impressions de tous genres
- Photocopies noir et blanc et couleur

Face à la place Belvédère!

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL COUPE LES SUBVENTIONS AUX ORGANISMES DE CONSOMMATEURS

Récemment, les organismes de consommateurs de l'Estrie ont questionné les candidates et candidats aux élections provinciales, face à la survie de leur organisme et à l'avenir du mouvement consommateur au Québec.

L'ACEF Estrie, le Conseil de protection des automobilistes ainsi que les Services budgétaires populaires de l'Estrie et de la MRC de l'OR Blanc demandent donc aux candidats et candidates de s'engager publiquement sur trois éléments: le maintien du Programme d'aide aux associations de consommateurs, le rétablissement des subventions au niveau antérieur à cette vague de coupures (1992), et l'amélioration de ce programme pour les années futures.

DES DÉPUTÉS PÉQUISTES APPUIENT

Suite aux lettres envoyées et aux conférences de

presse auprès des candidates et candidats aux élections provinciales, certains députés ont donné leur appui.

Madame Ginette Thérien, députée du Parti québécois à Orford, monsieur Richard Arsenault, candidat péquiste dans le comté de Richmond ainsi que madame Marie Malavoy, candidate du Parti québécois à Sherbrooke, ont appuyé les organismes de consommateurs dans leurs démarches. René Turcotte, député du Parti québécois de Saint-François, a de son côté accompagné les manifestants le 2 septembre dernier.

À Montréal et à Québec, des rencontres et des conférences de presse ont également eu lieu afin que les associations de consommateurs puissent revendiquer leur position.

En ce qui concerne le Parti libéral, aucune réponse positive des candidates et candidats concernant ces coupures n'ont été émises.

COUPURES BUDGÉTAIRES

Au Québec, les associations de consommateurs ont vu leur budget provenant de l'Office de la protection du consommateur diminuer de 40% en 2 ans. En Estrie, les subventions accordées par l'OPC ont diminué de 44% pour l'ACEF, 46% pour le Service budgétaire populaire de l'OR Blanc, et 60% pour le Service budgétaire populaire de l'Estrie. Le Conseil de Protection des Automobilistes a vu quant à lui sa subvention réduite à zéro.

Les ressources d'aide offertes aux consommateurs deviendront de plus en plus centralisées et non locales. La fermeture des bureaux régionaux de l'OPC, comme c'est le cas à Sherbrooke, en est le plus bel exemple. Les subventions de l'OPC réduites aux organismes de consommateurs ainsi que la disparition des services locaux d'aide aux consommateurs défavorisent grandement l'accès et la diversité des res-



Les manifestants ont revendiqué leur position devant les bureaux de Madame Monique Gagnon Tremblay, présidente du Conseil du trésor et députée de St-François.

sources d'aide entre les organismes et le public.

Tout cela ne répond guère à une politique de développement régional qui exige une décentralisation des pouvoirs et des services plus localisés. Espérons que les actions

réalisées par les associations des consommateurs en vue d'éliminer cette problématique connaîtront des suites positives.

Maryse Dumont

CHARMES protège l'environnement en nous dévoilant ses charmes

En 1975, un groupe de citoyens et d'élus municipaux soucieux de préserver l'environnement aquatique de la métropole des Cantons-de-l'Est, créent un Comité d'hygiène et d'aménagement des rivières Magog et St-François (C.H.A.R.M.E.S.). À l'origine, ce comité avait pour but d'examiner et protéger l'état des plages publiques de la ville.

DES PROJETS QUI SE CONCRÉTISENT

Au fil des ans, les projets devinrent de plus en plus nombreux et le mandat du comité de plus en plus grandissant. Entre autres, un projet d'aménagement de l'ensemble du réseau riverain de la ville de Sherbrooke prit naissance.

Un des projets concrétisés par CHARMES est celui des nombreux sentiers pédestres et des pistes cyclables aménagées en bordure de la rivière Magog. Des belvédères, des aires de repos, des installations pour pique-niqueurs joignent l'utile à l'a-

gréable aux visiteurs. En 1991, des travaux d'aménagement ont également été entrepris près de la gorge de Magog et de la centrale hydro-électrique Frontenac afin d'offrir aux citoyens un lieu d'observation. Partant de la Centrale Abénaquis jusqu'à la Place Paton, des sentiers pédestres longent la rivière Magog.

Le but premier de CHARMES est de protéger l'environnement aquatique de la ville. Des programmes de recherche et de surveillance ont été mis sur pied afin d'étudier la condition des réseaux riviérains. L'organisme a également installé des marais filtrants dans la rivière Magog afin d'épurer l'eau de façon toute naturelle. Ceci constitue un moyen avant-gardiste et écologique de préserver la qualité de l'eau et de l'environnement, tout comme le nettoyage des berges réalisé par des citoyens et les boîtes aux lettres transformées en chute à ordures le long du réseau riverain de la rivière Magog.

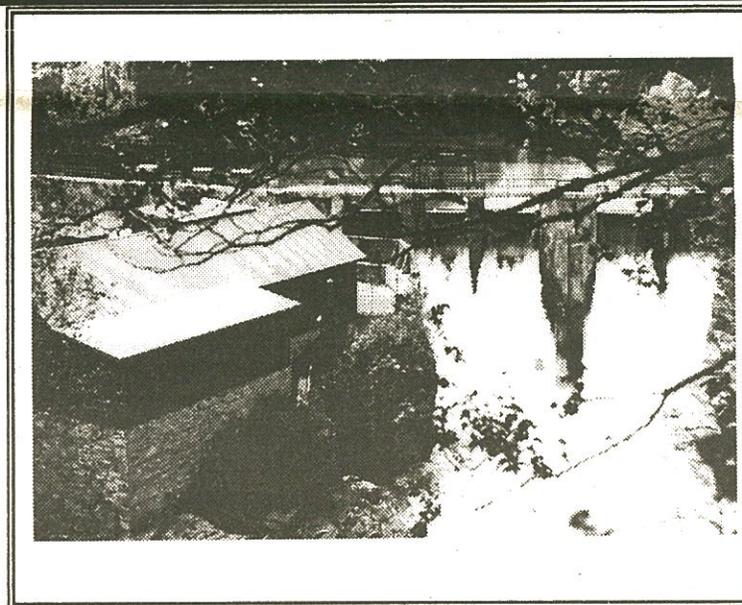
Depuis 1982, des programmes éducatifs reliés aux

sciences de la nature sont offerts aux groupes d'âge préscolaire et de niveau primaire à la Maison de l'Eau, un centre d'interprétation de l'environnement aquatique situé au Parc Blanchard. Expositions, causeries, conférences et animation sur ce thème sont au rendez-vous et à la portée de tous.

DE NOMBREUSES ACTIVITÉS

Nombreux sont ceux qui, durant la période estivale, se livrent à des activités nautiques telles que le canot, le kayak, la planche à voile, le ski nautique et la baignade au Parc Blanchard. Les visiteurs peuvent même monter à bord du ponton touristique afin d'admirer la ville sous un angle différent en y découvrant des faits historiques sur certains sites lors de la promenade.

Que ce soit près de la rivière Magog ou de la rivière St-François, toutes sortes d'activités éducatives et divertissantes sont à la disposition des citoyens, peu importe la saison. L'automne est justement la période idéale réservée à la



Vue d'un site touristique de la Centrale Frontenac.

promenade et l'exploration en nature pour y admirer toutes ses couleurs.

À ce sujet, un concours de photos sous le titre "Les charmes d'une rivière" est ouvert à tout photographe amateur ou professionnel et qui est amant de la nature. Trois thèmes nous sont proposés: Une rivière dans la ville, la famille en nature et la pêche à Sherbrooke. Divers prix seront distribués. La date limite de participation au concours est le 14 octobre prochain. Les participants pourront faire parvenir leurs oeuvres à:

Concours de photos, Corporation de gestion CHARMES, 1010 rue Sainte-Thérèse, Sherbrooke (Québec) J1K 2V1.

De plus, trois conférences auront lieu les 10, 24 et 27 septembre prochains à la Maison de l'Eau, sur la prise de photos en nature. Pour plus d'information, vous pouvez téléphoner au (819) 821-5893.

Découvrez le charme du paysage automnal dans le réseau riverain par les plaisirs de la photo. Bonne chance!

Maryse Dumont

AVIS À NOS FUTURS DÉPUTÉS

Le Conseil Régional de l'Âge d'Or, soucieux de maintenir un minimum de qualité de vie pour les aînés, en Estrie, désire informer les chefs des trois principaux partis politiques du Québec, messieurs Daniel Johnson, Jacques Parizeau et Mario Dumont, de l'insatisfaction des aînés québécois face aux nombreuses coupures visibles ou insidieuses qu'ils ont subies dans leur revenu de retraite.

Toutes ces coupures sont de nature à nous faire réfléchir en tant qu'aînés et aînées et en tant qu'associations d'aînés.

Comme tous les autres groupes d'âge, nous sommes prêts à participer aux efforts collectifs en vue de diminuer la dette gouvernementale résultant, sans

doute, de la mauvaise gestion des élus provinciaux, que ce soit du présent gouvernement ou de son prédécesseur. Oui, pour la réduction de la dette provinciale, mais pas à n'importe quel prix, tout de même, et surtout pas en se laissant dépouiller de l'ultime nécessaire pour quelques-uns ou de faibles économies accumulées par de nombreuses privations pendant une vie durant.

Il y a tellement de coupures à faire. D'abord, dans le fonctionnement de nos institutions, dans les échappatoires fiscales, dans les dépenses inutiles ou exagérées de toutes sortes, comme les régimes de retraite plantureux des élus, les frais élevés de voyages, les duplications, etc. On pourrait également voir au rapatriement de certains transferts.

Les aînés ont aussi à coeur la création d'emploi, l'avenir des jeunes et celui des retraités. Ce n'est pas en fouettant les plus démunis qu'on réussira un meilleur partage des richesses.

La tradition veut qu'au Québec, les personnes âgées participent dans une très forte proportion au scrutin électoral. Ils seront nombreux à se rendre aux urnes cet automne. Conscients que l'élection prochaine comporte des enjeux importants pour l'avenir du Québec et le sort des citoyens en général, ainsi que celui des aînés en particulier, ceux-ci ont plusieurs questions à poser, aux futurs élus et à leur parti, avant de déposer leurs bulletins de vote.

Jacques Demers
Conseil Régional Âge d'Or

Le Conseil Régional de l'Âge d'Or en Estrie, qui regroupe 40 clubs en région, ainsi que la F.A.D.O.Q. provinciale, avec ses 170 000 membres répartis dans tout le Québec, invite donc les trois chefs de Parti politique à répondre publiquement, dans les semaines qui suivent, aux sept questions suivantes:

1. Qu'allez-vous proposer aux aînés face aux nombreuses coupures qu'ils subissent dans leur revenu de retraite?
2. Quels moyens allez-vous prendre pour que leur situation financière, donc leur qualité de vie qui, pour un grand nombre est déjà précaire, ne continue pas à se détériorer?
3. Quelles mesures allez-vous prendre pour enrayer la violence faite aux aînés?
4. Qu'allez-vous faire pour maintenir la qualité des soins de santé dans les centres hospitaliers?
5. Qu'est-ce que vous proposez de faire pour améliorer les services aux aînés en matière d'hébergement et de soutien à domicile?
6. Quelles mesures allez-vous adopter pour améliorer l'enseignement et l'éducation des jeunes en milieu scolaire et pour atténuer sinon annihiler le décrochage scolaire?
7. Quels sont vos plans pour diminuer le taux de chômage et pour créer de l'emploi?

Ce que nous souhaitons, avant tout, avant de pouvoir marquer d'un X le bulletin de vote dans la case du candidat de notre choix, ce sont des réponses claires et honnêtes à nos interrogations (qu'ils respecteront après les élections).

LE TITRE DE PREMIER MINISTRE, EST-CE HÉRÉDITAIRE?

La famille Johnson laisse ses traces au Québec. En effet, en 1966, leur père, monsieur Daniel Johnson senior, devient le premier de cette famille à porter le titre de Premier Ministre. À ce moment-là, il n'y avait que deux principaux partis politiques: les unionistes et les libéraux.

Suite à la défaite de l'UNION NATIONALE, seul le Parti Libéral prenait le pouvoir au Québec. Après la naissance du Parti Québécois en 68, monsieur Pierre-Marc Johnson se joint à ce parti. Bien sûr, son fondateur, monsieur René Lévesque, regroupait des intellectuels aux idées séparatistes et de fort calibre pour diriger ce parti.

À la fin de l'année 1984, la maladie ébranle René Lévesque. Comme Pierre-Marc Johnson se voyait le dauphin de ce parti, il montra gentiment la porte à notre distingué René Lévesque. C'est alors suite à un combat à la chefferie du parti que monsieur Pierre-Marc Johnson secoua le parti à un point tel que les Québécois rejetaient le parti et son chef.

STRATÉGIE POLITIQUE

Aujourd'hui, suite à la retraite de monsieur Robert Bourassa et au bilan de ce gouvernement, notre premier ministre, monsieur Daniel Johnson junior, contourne le débat à la chefferie en effectuant au moins un an d'avance sur tout le monde dans son parti, par l'association de soutien des membres de l'ex-équipe de monsieur Bourassa.

C'est avec le départ de plusieurs ministres que monsieur Johnson deviendra le chef du Parti Libéral et Premier Ministre. Après ce remue-ménage et les années passées au gouvernement, celui-ci se lance en campagne électorale. Tout ce branle-bas laisse l'équipe libérale derrière les péquistes dans les sondages.

UN CHOIX DÉCISIF

Il est évident que le plus grand sondage sera la journée des élections. Les Québécois, mécontents des années Bourassa, pourront à nouveau faire leur choix de gouvernement le 12 septembre prochain. Monsieur Daniel Johnson peut

subir le même sort que son frère puisque les Québécois possèdent une mémoire longue qui laisse souvent des conséquences irréparables. Tout cela peut exclure leur présence dans un futur gouvernement.

DES QUESTIONS

Leur passage sur la scène politique nous porte à nous poser plusieurs questions:

Pour devenir premier ministre, faut-il s'appeler Johnson? Quelles compétences faut-il posséder pour accéder à la politique? Ont-ils du sang royal? Sont-ils unionistes ou réellement pour le parti qu'ils représentent?

Une avant-dernière question: dans ce contexte de favoritisme, sont-ils des premiers ministres, ou des commis de bureau pour les industriels? Enfin, quelle différence y-a-t-il entre le duplessisme et certains partis?

Le choix de notre futur gouvernement répondra en partie à ces questions par les conséquences qui en suivront.

Roland Salois

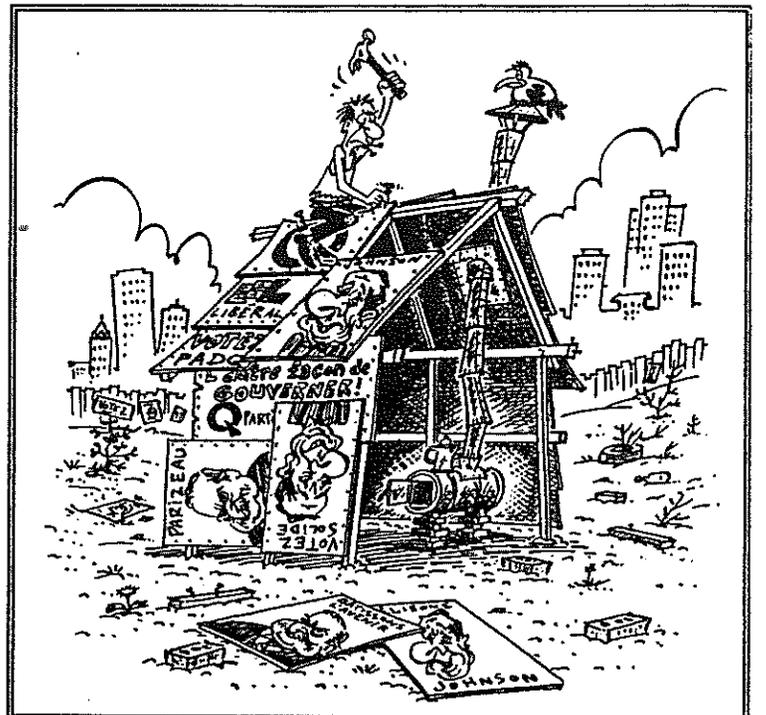
Élections et droit au logement

-Saviez-vous que plus d'un demi-million de ménages locataires payent plus de 25% de leur revenu pour se loger et que 194,225 de ces ménages payent plus de 50%... Dilemme; payer le loyer...ou manger?

-Saviez-vous que le gouvernement libéral ne prévoit subventionner aucun nouveau logement social?

-Saviez-vous qu'environ 20,000 personnes peuvent être considérées comme sans-abri au Québec?

OÙ LOGERONS-NOUS APRÈS LE 12 SEPTEMBRE ?



Front d'action populaire en réaménagement urbain

(FRAPRU)

<<Il faut se demander si les politiciens n'ont perdu contact avec la réalité>> Françoise David

On dit souvent qu'on a les politiciens qu'on mérite, mais est-ce encore vrai en 1994, alors que le mot démocratie devient de plus en plus dépourvu de sens et hors de notre portée? Sommes-nous bien représentés par cette élite qui nous gouverne, et qu'en est-il des intérêts des femmes dans tout cela? Sont-elles encore parmi les éternelles oubliées de cette campagne? Nous avons demandé à Françoise David, présidente de la Fédération des Femmes du Québec (FFQ), son opinion sur la présente campagne électorale.

Campagne différente?

Selon Mme David, cette campagne se distingue des autres par la présence sans équivoque de l'enjeu nationaliste. "Comme toile de fonds, nous avons les libéraux qui semblent opter pour le statu quo et de l'autre côté, les péquistes qui prônent la souveraineté. De plus, on a aussi la question du rôle de l'État qui ressort fortement dans cette campagne. Chez les libéraux, on veut faire participer l'État le moins possible, donc on valorise la privatisation. Du côté des péquistes, on veut faire jouer à l'État un plus grand rôle. Ils ont une approche plus interventionniste, presque social-démocrate, pourrait-on dire".

Les véritables enjeux

D'après la présidente de la FFQ, "comme toujours les préoccupations sociales sont écartées du discours politique. Toute la question de la pauvreté, où se retrouve beaucoup de femme, est complètement mise de côté alors que des milliers de québécoises et de québécois vivent sous le seuil de la pauvreté. Également, nos politiciens évitent soigneusement de parler de la violence sous toutes ses formes et particulièrement celle faite aux femmes, du sexisme, du racisme, etc.". Comme si cela ne faisait pas partie des réalités québécoises. On a d'autres chats à fouetter, nous rétorqueraient certains députés que nous ne nommerons pas ici.



Françoise David

Loin de la réalité

Alors qu'en période électorale, nos politiciens doivent redescendre de leur piédestal pour frayer avec l'électorat, il est fort à propos de se demander s'ils n'ont pas perdu contact avec la réalité

des québécoises et des québécois. Jacques Parizeau l'a avoué lui-même la semaine dernière alors qu'il rencontrait des représentants des groupes communautaires: "Le problème de la politique, c'est qu'on a tendance, au fur et à mesure que les années passent, à s'éloigner du monde, dit-il. Sur les problèmes du monde ordinaire, les politiciens sont souvent aveugles". Comme le souligne Mme David, "le mouvement n'est pas généralisable, mais effectivement c'est vrai, il y en a qui très "déconnectés". On n'a qu'à penser à Daniel Johnson ou son ministre Bourbeau. Ils oublient de façon dramatique les conséquences et les effets concrets de leur politique. De toute façon, bien avant leur entrée en politique, ils devaient déjà être déconnectés," d'ajouter Mme David.

Avenir sombre

Peut-on espérer à moyen terme une amélioration des conditions de vie des plus démunis de notre société?

Ce qui se passe en ce moment inquiète beaucoup Françoise David. Selon elle, il y a des choses qu'on ne peut plus accepter, des injustices qui sont scandaleuses par les temps qui courent. Cependant, quel que soit le parti qui va prendre le pouvoir, les groupes de femmes, dont la FFQ, sont bien décidés à être encore plus vigilants, plus combatifs, plus revendicateurs: "Nous voulons nous rassembler avec d'autres organismes, pas seulement de femmes (organismes communautaires, immigrants, chômeurs, etc.) et en coalition avec ces groupes, nous pourrions probablement marquer des points plus facilement. Il est certain que les solutions ne sont pas si simples que ça car, malheureusement, il ne faut pas oublier le monde dans lequel nous vivons (le capitalisme), le contexte économique, l'hyper-compétitivité à l'échelle mondiale et c'est pourquoi ça m'inquiète en ce moment" conclut-elle.

Caroline Perron

Tiré de "L'autre journal", sept. 1994

Élections provinciales : Silence "proportionnelle" à la démocratie

Eh oui, nous voilà, encore une fois, plongé au cœur d'une campagne électorale des plus traditionnelles. Évidemment, plusieurs questions y sont abordées particulièrement la question de l'emploi et la question de la souveraineté du Québec. Mais la question touchant notre mode ou type de représentation politique est presque passé sous silence.

La vie démocratique d'une société ne se résume pas au seul exercice électoral une fois tout les quatre ou cinq ans. La vie démocratique passe par une foule d'éléments comme la liberté d'expression et de presse, le droit pour les citoyens de s'organiser pour faire valoir leur point de vue, la participation des citoyens et citoyennes à différents lieux de pouvoir (commissions scolaires, régies

régionales, CLSC, municipalités, etc.). Chose certaine, nous constatons que le pouvoir en place réduit de plus en plus son soutien à l'organisation des citoyens et citoyennes pour faire valoir leur droits, trouver des pistes de solution à leurs problèmes et améliorer leurs conditions de vie et de travail. Les coupures de budgets à l'éducation populaire autonome, aux groupes de consommateurs et consommatrices, etc. visent à bâillonner une partie de l'opposition critique à leur différentes politiques et, par ricochet, viennent réduire l'espace démocratique dans lequel nous évoluons.

Démocratie d'oeillères

Demeurant le point central de notre vie démocratique actuelle, les élections sont cependant touchées par une limitation importante de la représentation des courants politiques réels

existant dans la société. En effet, le type de scrutin actuelle favorise une dynamique politique centrée sur deux grands partis politiques. Pour briser cette dynamique malsaine sur le plan de notre santé démocratique, il faudrait, au plus tôt, favoriser un mode de scrutin et de représentation politique proportionnelle au choix véritable des électeurs et électrices. Celui-ci signifie qu'un parti politique recueillant un minimum de votes (5% par exemple) pourrait être représenté à l'assemblée nationale.

L'application d'un tel mode de représentation pourrait briser le monopole quasi-exclusif des deux grands partis (PQ et PLQ) sur le terrain de la politique partisane, changer la conception de notre choix électorale en fonction du "moins pire", de rendre caduc l'argument qui veut que voter pour un autre parti que le PQ ou le PLQ c'est

perdre son vote puisque cet autre parti ne serait pas présent à l'assemblée nationale et favoriserait l'apparition et le développement d'alternatives politiques véritables.

Pour un déblocage politique

Le type de démocratie actuelle au Québec n'est pas nécessairement à conserver. De toute façon, lorsque, démocratiquement, la population voudra se débarrasser du système économique actuel, c'est-à-dire le capitalisme, comment pensez-vous que les riches réagiront? Cependant, conjoncturellement, il semble que l'application d'un mode de représentation et de scrutin à la proportionnelle secouerait les forces de changement social luttant pour une plus grande justice sociale et pourrait permettre un déblocage politique "à gauche" de l'échiquier politique. Arrêtons de nous contenter "d'appuis criti-

ques" à tel ou tel parti et exigeons une réforme de notre mode de scrutin et de représentation politique et ce, pour que nos choix politiques véritables soient représentés à l'assemblée nationale. En attendant, pourquoi ne pas travailler à bâtir une véritable alternative politique porteur de valeurs ancrées dans l'égalité, la liberté la fraternité et la justice sociale.

En terminant, rappelons-nous qu'en 1984, sous la gouverne du PQ, une commission de la représentation électorale proposait des modifications majeures à notre système électoral et plus spécifiquement l'application d'un mode particulier de représentation proportionnelle. Pourtant, le PQ n'a pas donné suite à cette recommandation et ce, malgré un large accord dans la population à cet effet. Fera-t-il mieux cette fois-ci. A suivre...

Normand Gilbert

Vous et vos droits

Dans cette chronique, les gens de l'Aide juridique vous proposent d'être juge. Devant les faits exposés, essayez de deviner la décision d'un juge. Les causes qui vous sont présentées ont déjà été plaidées.

"Pouvez-vous réclamer des dommages pour un voyage contraire à ce qu'on vous a promis?"

FAITS:

Un couple voulant prendre des vacances avec leur deux jeunes enfants se rendent à une agence de voyage et y rencontre l'agent de voyage qui leur vend un forfait voyage comprenant le transport aérien, l'hôtel et la location d'une voiture. L'agent leur promet une chambre rénovée avec air climatisé et vue sur la piscine. Une fois sur les lieux, le couple constate la malpropreté répugnante de l'hôtel: aucune rénovation n'a été effectuée et le lieu est infesté d'insectes. De plus, le système de climatisation ne fonctionne pas. Ils doivent donc déboursier des frais additionnels pour changer de chambre. La nouvelle chambre n'est guère mieux.

QUESTIONS:

Croyez-vous que le couple peut exiger de l'agent de voyage le remboursement des frais additionnels occasionnés lors du voyage ainsi que les autres dommages?

DÉCISION:

Le couple a été dupé: l'agent est responsable des dommages, il devra rembourser les coûts supplémentaires et autres inconvénients.

MOTIFS:

La Loi de la protection du consommateur s'applique ici. Selon les articles 16 et 40 de cette loi, l'agent de voyage doit fournir le service qu'il promet en respectant la qualité et la quantité qu'il promet. Le voyage effectué par le couple est assez différent de ce qu'on leur avait promis. Ils peuvent donc être dédommagés par l'agent de voyage et le grossiste en voyage qui leur ont fait de telles promesses.

Micheline Plante, avocate
Centre Communautaire Juridique de l'Estrie
(819) 563-6122

LA FIN DE LA GUERRE FROIDE ANNIHILE-ELLE LES RISQUES NUCLÉAIRES?

De toute évidence, la réponse est non. Cette réponse négative s'articule sur deux grands axes de réflexions, dont le premier constitue l'utilisation du nucléaire civil. Je ne ferai pas ici la trop longue liste des accidents réguliers qui démontrent la précarité des technologies employées. Il ne suffit que de se rappeler que huit ans plus tard, le réacteur nucléaire de Tchernobyl est toujours en fusion, s'enfonçant peu à peu vers le centre de la terre. Les champignons corses sont encore aujourd'hui irradiés. Les enfants de la grande région de Kiev naissent difformes, les militaires fossoyeurs de réacteurs crèvent encore.

UNE RÉALITÉ... INQUIÉTANTE

Le vieillissement du parc nucléaire (nombreux sont les petits frères du réacteur de Tchernobyl, avec sa conception démontrée foireuse, qui sont encore en fonction), le problème des déchets nucléaires (Greenpeace a démontré que certains pays les jetaient à la mer-petit poisson deviendra grand!), et la diffusion de la

technologie, notamment par les irradiateurs d'aliments (utilisés pour certains agrumes, entre autres), sont autant de très bonnes raisons de s'inquiéter.

TRANSACTIONS DE MATIÈRES RADIOACTIVES

Mais c'est la lecture d'un court article qui me confirma le second axe de ma réflexion. Le nucléaire militaire en provenance de l'ex-Pacte de Varsovie soulève en moi les plus vives inquiétudes. En fait, cette nouvelle donne vraiment froid dans le dos: "Russie: Soldes monstres sur l'atome. À chacun sa bombe H, selon ses besoins". En 1992, la police allemande a intercepté 158 transactions de matières radioactives composantes d'armes atomiques ou hautement toxiques (plutonium, césium 137, radium 226, lithium 6, etc.). Et plus de 200 en 1993. Bien sûr, il s'agit là que de la pointe de l'iceberg, la police n'interceptant qu'une infime partie des transactions. Le bon capitaliste ne perd pas le moral, tout se vend. Qui sont les acheteurs? Chefs de guerre, terroristes, intégristes de toutes sortes,

mafieux, etc. De bon monde, quoi! Qui sont les dealers? Des jeunes loups profitant de la confusion régnant dans l'ex-bloc de l'est.

Le journal allemand SPIEGEL révèle qu'un entrepreneur russe fut assassiné, mort dans d'atroces souffrances, tué par un ennemi qui avait badigeonné sa chaise de quelques saloperies radioactives. Le grand bordel de la libéralisation des marchés en ex-U.R.S.S. permet aux nouveaux loups capitalistes de brader la mort atomique sur le marché de la brocante du fanatisme.

Yves Couturier

Informations tirées de : Cyran, Olivier. "Russie: soldes monstres sur l'atome". CHARLIE HEBDO, Paris, no 86, 16 février 1994.

PAIX EN IRLANDE

1994 marque le 25^e anniversaire de l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord. Depuis, plus de 3 000 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont été blessées ou emprisonnées. Les conséquences sociales pour l'Angleterre et l'Irlande sont lourdes par la dégradation constante des droits humains, comme la liberté d'expression et le droit au silence. Amnistie Internationale a critiqué la Grande-Bretagne pour les tortures infligées aux prisonniers et prisonnières, les abus de toutes sortes, sa politique de "tir-à-vue" contre les nationalistes et sa complicité avec les loyalistes para militaires.

Néanmoins, l'année 1993 a vu poindre une première possibilité de paix depuis les années 70. John Hume du Social Democratic and Labour Party et Gerry Adam du Sinn Féin, ont fait parvenir une série de propositions aux gouvernements britannique et irlandais, propositions qui forment la base d'une entente négociée quant au conflit en Irlande. Ces propos ont été appuyés



largement en Angleterre et en Irlande.

Malgré le fait que les gouvernements britanniques et irlandais aient fait une déclaration conjointe en décembre pour répondre à l'initiative Hume-Adam, il n'est pas encore clair que le gouvernement britannique, qui détient la clé de la paix, a la volonté de poursuivre cette occasion historique.

Nous croyons qu'il est primordial que l'opinion internationale demeure concentrée sur le processus de paix irlandais et, à cette fin, une coalition pour la paix en Irlande a

été créée au Québec.

Convaincu que la paix durable ne peut être atteinte que par la négociation, le groupe La Coalition pour la Paix en Irlande invite tout individu et toute organisation à aider immédiatement à mettre fin à la violence en envoyant une lettre ou un télégramme exhortant les groupes concernés à entamer des pourparlers à:

The Honorable John Major,
Office of the Prime Minister,
10 Downing Street, London,
England.

Tiré de L'Aut'journal, no 124, juin 1994.

Équipement de bureau
QWERT ltée
985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

SERVICE (RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

SMITH CORONA

BRÈVE RÉFLEXION SUR LA GUERRE FRATRICIDE AU RWANDA

La guerre fratricide, qui secoue actuellement le Rwanda, occasionnant des milliers de morts et des pertes matérielles considérables, suscite encore plusieurs interrogations; en fait, quelles sont les principales causes de cette guerre? Quels sont les bellicistes? Quels sont les moyens que déploie la force internationale afin d'y remédier? Pourrait-on s'attendre, à la fin de la guerre, à une réconciliation nationale au Rwanda?

LES PRINCIPALES CAUSES DE LA GUERRE

Pays de l'Afrique de l'est, le RWANDA compte environ 5 millions d'habitants. Cette population est essentiellement composée de deux principales ethnies, notamment les HUTU (85%), et les TUTSI (14%). À ces deux principaux groupes ethno-linguistiques, s'ajoutent les TWA, qui représentent 1% de la population. Aussi, faut-il préciser que les HUTU seraient d'origine BANTOU, alors que les TUTSI seraient des ascendants des nilotiques des régions actuelles du SOUDAN, et de l'ÉTHIOPIE.

Sur le plan politique, pendant plus de deux siècles, l'organisation politique traditionnelle du RWANDA, autrement dit, la monarchie rwandaise, était entre les mains des souverains TUTSI. Cette monarchie soutenue par le colonisateur belge au siècle passé se caractérisait par un incroyable absolutisme: le droit de vie ou de mort dont disposait le Roi, et les corvées quotidiennes qu'il imposait à ses sujets, étaient les maux qui minaient la société rwandaise composée en majeure partie des HUTU. Les exigences fiscales et les lourdes corvées allaient entraîner des révoltes au RWANDA.

Parmi celles-ci, la plus importante était celle que les HUTU organisèrent en 1959; en prévoyant des lourdes conséquences qui allaient en découler, les Nations-Unies superviseront, en 1961, un référendum qualifié d'historique par les HUTU. Au lendemain de ce référendum, 80% des voix rejetèrent les pouvoirs de la monarchie TUTSI, et en 1960, 81% des sièges législatifs appartenaient aux HUTU, à l'assemblée nationale provisoire. Après ce référendum, l'indépendance du pays sera pro-

clamée le 1er juillet 1962, sous l'égide d'un président HUTU, appelé JUVÉNAL HABYARIMANA.

La perte du pouvoir, les nombreuses victimes de la Révolution des années 59 et 60 firent en sorte que des extrémistes TUTSI choisissent la voie de l'exil en OUGANDA, où ils constitueront des milices armées dont la plus importante sera le FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (F.P.R.). L'objectif fondamental du F.P.R. est: conquérir le pouvoir par les armes afin de faire régner à nouveau le pouvoir TUTSI.

La cause immédiate de la guerre s'expliquerait par un fait insolite: l'avion qui transportait les présidents du RWANDA et du BURUNDI, notamment Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryimira, au moment de son atterrissage à KIGALI, allait être abattu par des missiles portables SAM-7, utilisés probablement par les TUTSI du Front Patriotique Rwandais. Aussi, certains affirment que cet attentat serait commis par des officiers belges, installés à KIGALI. Cependant, des spécialistes estiment que ni l'armée rwandaise composée par les HUTU, ni la garde présidentielle exclusivement HUTU, disposent de missiles, ni même du personnel qualifié pour utiliser ce type d'engins. En fait, quel est le "cerveau" du Front Patriotique Rwandais implanté à KAMPALA, en OUGANDA?

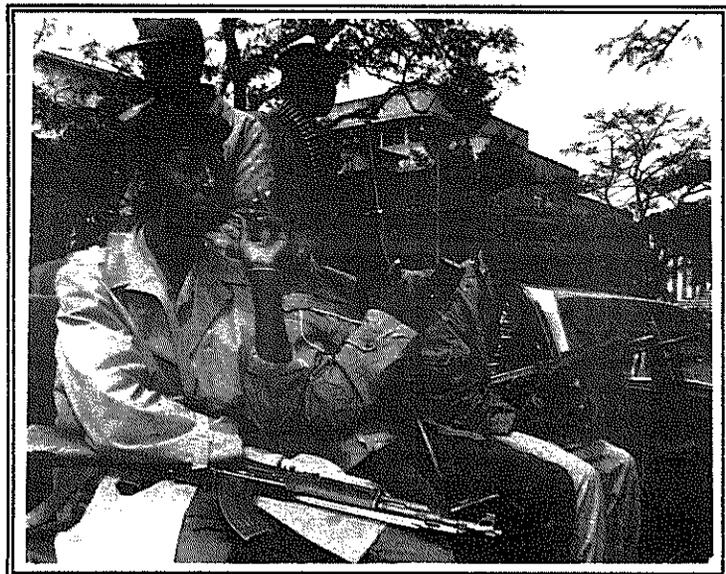
LE DÉBARQUEMENT DES TROUPES DE PAUL KAGAME À KIGALI

Paul Kagame est le maître incontesté du Front Patriotique Rwandais. Il est né le 23 octobre 1957 à KANONYI dans la préfecture de GITARAMA, au centre du RWAN-

DA, dans une famille aisée d'origine TUTSIE. En novembre 59, alors qu'il venait d'avoir 2 ans, la monarchie TUTSIE est renversée; de ce fait, ses parents, comme des dizaines de milliers de Rwandais, fuirent en OUGANDA.

Plus tard, à KAMPALA, Paul Kagame s'allie à MUSEVENI, lequel était l'adversaire politique du Président ougandais, MILTON OBOTE. En 1986, la guérilla dirigée par MUSEVENI renverse le Président OBOTE; ce faisant, Paul KAGAME intègre l'appareil politique du Président Museveni, en tant qu'officier-chef des renseignements ougandais. Malgré le poste qu'il occupe, KAGAME se sent mal à l'aise en Ouganda. Aussi, en décembre 87, il fit en sorte que la Rwandese Alliance For National Unity (R.A.N.U.), organisation d'émigrés favorables à un retour au pays, se transforme en Rwandese Patriotic Front (F.P.R.). De 1988 à 1990, Paul Kagame monte clandestinement 36 cellules, sortes d'annexes du F.P.R. au Rwanda. À Kampala, le F.P.R., compte plus de 3 000 Banyarwanda (gens du Rwanda qui veulent rentrer au pays). Au lendemain de son stage militaire aux États-Unis, à la fin de l'année 90, Paul Kagame se précise de plus en plus comme le patron du F.P.R.. Soutenu par Museveni et par un nombre important d'exilés rwandais, Kagame mit en cause les accords d'Asusha, lesquels allaient aboutir à un gouvernement d'union nationale.

Ainsi, le 4 juillet 1994, soit un an après les accords d'Arusha signés en août 93, les troupes du F.P.R. entrent à Kigali. Les combats opposant la garde présidentielle, les forces armées du Rwanda au F.P.R., se soldent par des victoires écrasantes des troupes



BOUSSEL/APP. Jeune Afrique

Le 4 juillet, les troupes du FPR entrent dans Kigali.

de Paul Kagame. Et d'une guerre militaire, les combats prirent l'allure de guerre civile opposant les TUTSI aux HUTU.

QUELQUES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

Au lendemain du déclenchement des hostilités au Rwanda, des milliers de réfugiés rwandais avaient parcouru des centaines de kilomètres en direction du ZAÏRE; au Zaïre, précisément dans la région de GOMA, les réfugiés rwandais allaient être victimes d'autres maux. Frappés par le choléra et par la famine, ils allaient mourir comme des mouches, par milliers. Le gouvernement du Zaïre, préoccupé par ses crises politiques internes, encouragea, avec la complicité de certains organismes internationaux, le retour immédiat des réfugiés rwandais à leur pays d'origine. Mais, peut-on imposer à un affamé, un malade, de parcourir à pieds des centaines de kilomètres? Si tel était le cas, le Rwanda est-il prêt politiquement à les accueillir? Mais quoi qu'il en soit, un certain nombre de Rwandais ont regagné le pays, bon gré, mal gré.

D'une manière générale, malgré la volonté de regagner le pays, des milliers de réfugiés rwandais demeurent encore dans des camps de réfugiés, le long de la frontière

du Zaïre. Aussi, faut-il préciser que, malgré la mise en oeuvre d'un programme alimentaire et la présence des forces armées françaises, les réfugiés sont toujours terrifiés par les tueries causant des milliers de morts ces derniers mois.

TROUVER UNE ISSUE

À la lumière de ces récents massacres, quelle serait l'issue de la guerre, au lendemain du départ des soldats français? Le Zaïre sera-t-il prêt à accueillir des milliers de Rwandais à long terme? Quelle serait la nouvelle stratégie des forces étrangères? L'intervention des autorités, des hommes politiques africains, serait-elle nécessaire?

Pour tenter d'apaiser les esprits au Rwanda, il serait opportun de mettre en oeuvre la "sagesse africaine". En effet, les membres du F.P.R., de l'ancien gouvernement, de l'O.U.A. (Organisation d'Unité Africaine) y compris les dirigeants politiques du Zaïre, de l'Ouganda et ceux de la Tanzanie, devraient faire en sorte que les frères HUTU et TUTSI s'entendent afin que règne la paix au Rwanda.

Michel Kiki

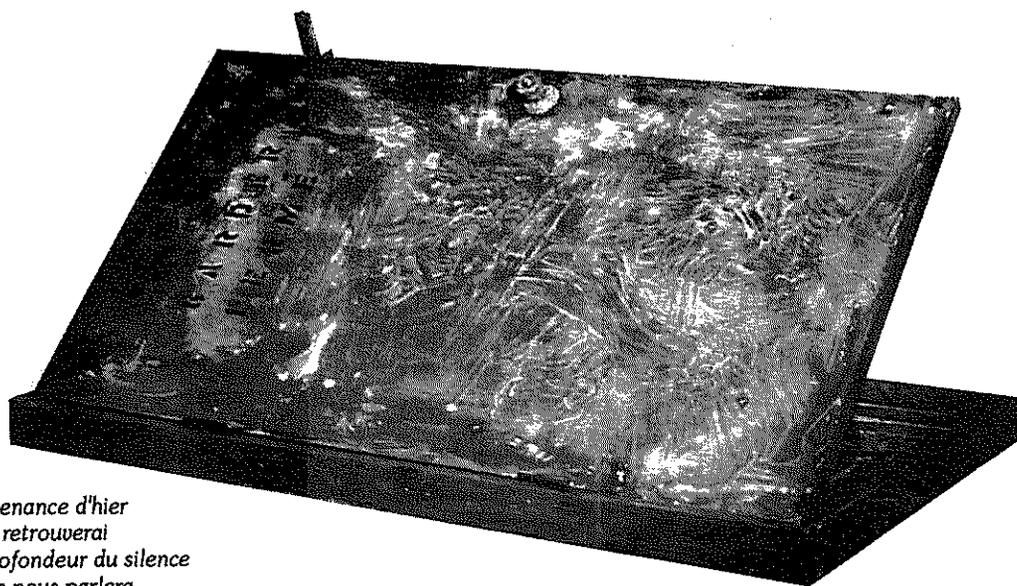
LA GALERIE HORACE PRÉSENTE LYNDA ST-LAURENT ET MONIQUE GIRARD

Lynda St-Laurent
sculpture-construction
Galerie Horace (RACE)
Salle 1
du 2 au 25 septembre 1994

Lynda St-Laurent nous présente des oeuvres de la série "Les portes", réalisées en techniques mixtes. L'artiste décrit ses portes comme des tableaux-sculptures. Ses outils: des panneaux de bois qu'elle transforme soit par l'assemblage de différents plans, soit par l'ajout de plâtre, de plastique, de résine acrylique, de fleur de branches séchées, de papier miroir, de toile, etc. Lynda St-Laurent introduit la dimension du sens poétique de l'oeuvre installée par ses textes. Le croquis de chacune de ses oeuvres témoignent du processus de création.

LES PORTES: POÉSIE ET MYSTÈRE

Son oeuvre évoque le mystère poétique des portes qui s'entrouvrent. Entre autres, "Ouverture en si", "Une porte parmi tant d'autres" et "Entre les âges" évoquent la sonorité par leurs titres. Une exposition qui donne rendez-vous au mystère et à la poésie, deux thèmes indissociables pour leur complémentarité et leur impénétrabilité.



En provenance d'hier
où je te retrouverai
de la profondeur du silence
le temps nous parlera

[de corps fossilisés et d'idéaux éclatés]

Lynda L. St-Laurent,
Une porte parmi tant d'autres,
sculpture-construction,
30 x 66 x 30 po.

Monique Girard
peinture-installation
Galerie Horace (RACE)
Salle 2
du 2 au 25 septembre 1994

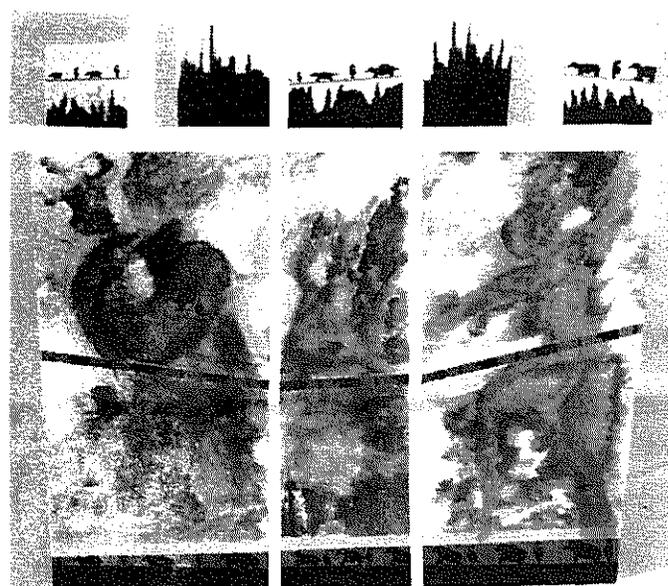
Monique Girard nous présente 4 polyptiques sur 8 toiles, qui constituent ses premiers ouvrages d'une série de 12 tableaux. Pour mettre en valeur la forme et la couleur, elle utilise des médiums polymères et l'acrylique.

CYCLE DE VIE ET DE MORT

L'artiste établit un lien visuel entre son identité d'expression picturale et l'objet. Elle explore l'espace non-visible qui lie l'être et l'univers dans le cycle de vie et de mort. Par l'utilisation de quel-

ques outils de mobilier relatif à l'âge de pierre le plus ancien, tels que des déesses-mères et autres symboles recueillis dans la préhistoire, Monique Girard transforme ses objets en silhouettes. Elle crée des motifs sur des bandes rouges en alternance et en répétition. Des supports-surfaces aux contours gris permettent aux formes et aux couleurs de s'approprier de l'espace. Son oeuvre nous invite à explorer le sens profond de la vie par la peinture.

Maryse Dumont



Monique Girard, Liberté, polyptyque (huit toiles). Photo: Stéphane Fiore.

Cycle de vie et de mort

Ma préoccupation se situe au niveau de l'exploration de l'espace non visible qui lie l'être et l'univers dans le cycle de vie et de mort qui régit la Terre. À cet effet, je me suis penchée sur les statuettes dites déesses-mères

qu'on trouve en grand nombre dans les sites archaïques et que l'ethnologie classe comme objets du mobilier paléolithique.

20,000 ans nous séparent. Un saut dans l'histoire nous unit.

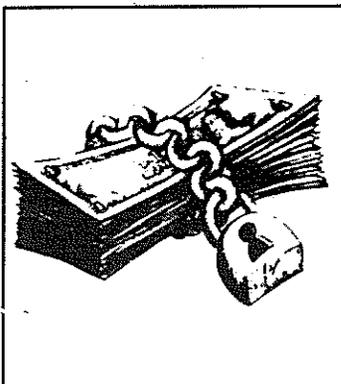
Monique Girard

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier . . . 15 \$
Institutions, organismes . . . 20 \$
Note: le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à Entrée Libre
187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec), J1H 4Z4

Nom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____ Téléphone : _____



Le financement des groupes populaires

Recherchons équipiers et équipières

Pour faire : rédaction, enquêtes, photos, montage, un peu de tout quoi !

Les artistes (de la photo, dessin, B.D., écriture, sont invité-e-s à nous faire parvenir leurs créations.

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre pour s'activer dans le quartier...

Contactez-nous ! **821-2270**